



À l'image de L'Autre Champs près de Paris, de plus en plus d'associations relient leurs pratiques sociales et éducatives à l'écologie sous toutes ses formes, comme ici l'entretien d'un potager.

Lier travail social et écologie, enjeu central d'un monde en mutation

Longtemps ignorée ou mise à distance de nos préoccupations quotidiennes faute d'impact visible sur nos existences, la crise climatique est désormais une réalité terriblement concrète, dont les effets délétères se ressentent jour après jour.

Des bouleversements météorologiques extrêmes (périodes caniculaires de plus en plus étendues, épisodes pluvieux torrentiels, tempêtes...) en passant par le développement de maladies pouvant être transmises de l'animal à l'être humain et inversement (les zoonoses), ou bien encore l'effondrement de la biodiversité et de certains écosystèmes, tous ces phénomènes ont des conséquences sociales, sanitaires et économiques toujours plus graves.

Si toutes les classes sociales sont touchées par le changement climatique, ce sont cependant les populations les plus précaires qui le subissent le plus violemment. Pour ces publics fragilisés, il est urgent d'imaginer une transition écologique

juste s'appuyant, selon Alex Roy, responsable adjoint du département Accompagnement des transitions territoriales à la DREAL, sur « *une transformation sociétale qui conjugue impératifs environnementaux et justice sociale.* » Plusieurs facteurs constituent des circonstances aggravantes pour ces personnes. Il s'agit notamment :

- des conditions socio-économiques liées au mal logement, souvent totalement inadaptées sur le plan thermique aux épisodes caniculaires ou de grand froid ;
- du quotidien dégradé par des expositions à des pollutions et nuisances diverses (expositions professionnelles, trafic routier, industries polluantes...);

- des difficultés d'accès à une alimentation saine et durable entraînant des fragilités physiques (comorbidités amplifiées par les conditions climatiques) ou cognitives (liées à l'éco-anxiété par exemple).

Dans ce paysage complexe, où se joue un bouleversement de nos conditions de vie sans précédent à l'échelle de l'histoire de l'humanité, il apparaît essentiel d'interroger la place que peut prendre le travail socio-éducatif. Celui-ci se retrouve par définition en première ligne pour accompagner les populations précarisées et vulnérables. La nécessité d'intégrer les problématiques écologiques et climatiques dans les approches professionnelles et dans les formations du secteur social, apparaît donc comme fondamentale au regard du retard pris, tout particulièrement en termes d'acculturation à ces questions.

Une journée d'étude pour penser la transition socio-écologique par et pour les quartiers populaires

Le 5 juin 2025, dans le quartier Fontaine d'Ouche à Dijon, Alterre BFC co-organisait avec l'Université Paris Cité, l'IRTESS Dijon, Promotion Santé, le comité "Agir en Bourgogne-Franche-Comté pour la santé du vivant", la Maison-phare et le LIRS3S une journée d'étude pour repenser le travail socio-éducatif à l'aune des enjeux écologiques. Des habitant·e·s de quartiers populaires, des associations, des collectifs, des institutions et des universitaires se sont rencontrés pour imaginer des pistes de travail communes autour de l'écologie et du changement climatique.



À Fontaine d'Ouche (21), les habitant·e·s et l'équipe de la Maison-phare tiennent l'étal d'un petit marché en proposant les légumes produits dans le quartier et organisent des repas partagés.



QUELLE JUSTICE ENVIRONNEMENTALE DANS LES QUARTIERS POLITIQUE DE LA VILLE ? LA PAROLE AUX HABITANT·E·S

Pour encourager la justice environnementale dans les Quartiers Politique de la Ville (QPV), il est nécessaire de penser les projets pour et avec les populations de ces quartiers. Ce "droit à la nature en ville" est analysé par la chercheuse Cyrielle Vaillant dans sa thèse* sur le dispositif "Quartiers Fertiles" de l'Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU). Kathy, participante à la table-ronde, vit à Fontaine d'Ouche à Dijon. Elle raconte son attachement au quartier qui lui fait penser à un village et évoque son lieu préféré : le jardin partagé réalisé avec la Maison-phare. Il lui permet de disposer de légumes frais, de préparer des tisanes de fleurs de sureau et de rencontrer des personnes. Samuel Lehoux, quant à lui, raconte l'expérience d'un autre jardin près de Paris, en Seine-Saint-Denis, créé par des habitant·e·s et l'association l'Autre Champ. Le collectif a développé un lieu dédié au potager et à la culture cinématographique. Une expérimentation où l'agriculture

urbaine joue un grand rôle pour que ce quartier populaire bénéficie d'une nourriture saine.

Certains lieux sont marqués par une politisation des enjeux plus explicite. C'est le cas des Lentillères à Dijon. Ce quartier alternatif est né en 2010 suite à une mobilisation de collectifs d'habitant·e·s et militant·e·s écologistes pour préserver une ancienne friche maraîchère. « *Les Lentillères, raconte Mathilde, est un quartier profondément traversé par une "écologie de l'attention", où le soin au vivant humain et non humain est central* ».

* "Des agricultures urbaines dans les quartiers populaires : récits de la transition écologique et action collective transformative", thèse en cours de Cyrielle Vaillant, doctorante ETTIS INRAE à Bordeaux.

L'équipe et les bénévoles de l'association l'Autre Champs (93) distribuent gratuitement chaque semaine des fruits et des légumes invendus aux habitant·e·s du quartier. >



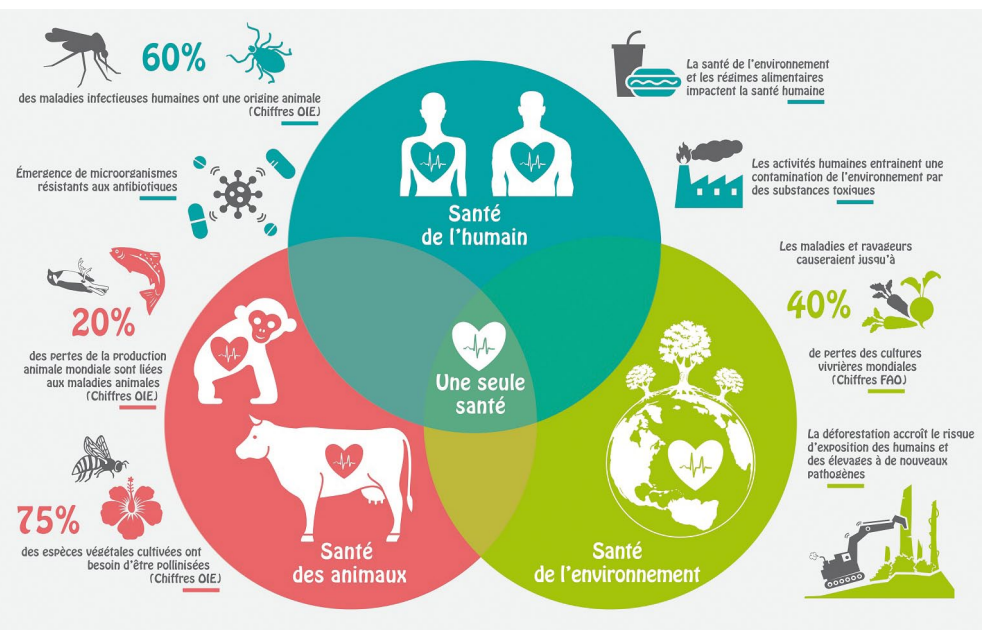
“UNE SEULE SANTÉ”, UNE APPROCHE POSSIBLE AU SERVICE DES QUESTIONS DE SANTÉ DANS LES QPV

Dans les Quartiers Politique de la Ville (QPV), la question de la santé se pose avec une acuité particulière pour au moins quatre motifs principaux : la relation entre précarité socio-économique et fragilité de santé, la prépondérance des pathologies chroniques, l'exposition plus forte aux nuisances environnementales et l'accès restreint aux offres de soins.

Le concept “One Health” (Une seule santé) apparaît pour ces territoires comme une vision systémique qui peut apporter certaines réponses aux habitant-e-s. Il repose sur l'idée que la santé est intrinsèquement multidimensionnelle et concerne les questions de santé humaine, végétale, animale qui sont directement en lien avec les choix de société sur les plans

politiques et économiques et leurs conséquences sur les milieux de vie. Si le concept est intéressant, il est complexe à prendre en compte dans les pratiques, notamment pour les travailleurs sociaux, ce qui nécessite une formation ad hoc.

Par leur approche transdisciplinaire, les acteurs de la promotion de la santé sont bien positionnés pour fédérer les initiatives émergentes et outiller des professionnels et bénévoles. En Bourgogne-Franche-Comté, Promotion Santé BFC a ainsi repéré et rassemblé des ressources de sensibilisation au concept “Une seule santé” que l'association a regroupées dans une boîte à outils. Les outils (fiches techniques, vidéos, dessins...) abordent la thématique soit de manière globale, soit à travers des entrées spécifiques comme l'alimentation ou la qualité de l'air...



BOÎTE À OUTIL PROMOTION SANTÉ



<https://agir-bfc.fr/images/ressource/documents/catalogue-outils-de-sensibilisation-uss-v6.pdf>

L'approche transversale et écosystémique
Une seule santé - INRAE (conception
> infographie : Michael Le Bourtout, juillet 2020).

PENSER LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE JUSTE : DES COLLECTIFS EN ACTION

La transition écologique juste vise à concilier impératifs environnementaux et justice sociale en impliquant les personnes les plus exposées au dérèglement climatique. En Bourgogne-Franche-Comté, un chantier exploratoire porté par le Living Lab de la MSH de Dijon, la DREAL, le CEREMA et des associations locales (2023-2025) a combiné recherche-action participative et communauté apprenante de collectivités. Le projet de recherche participative PREFIGS a associé des collectifs citoyens sur quatre territoires (Autun, Belfort, Prémery, Tournus) pour imaginer et expérimenter des actions autour de l'alimentation, de la mobilité ou de l'environnement, révélant tensions sociales et leviers pour une écologie ancrée dans le vécu. En parallèle, une communauté apprenante d'agents et d'élus a identifié les leviers pour articuler justice sociale et transition écologique : formations croisées, démarches systémiques, partage d'expériences, participation des publics et coopération accrue. Enfin, une journée régionale a réuni 115 participant-e-s et produit des recommandations. Par ailleurs, partout en BFC, des initiatives concrètes montrent l'existence d'une

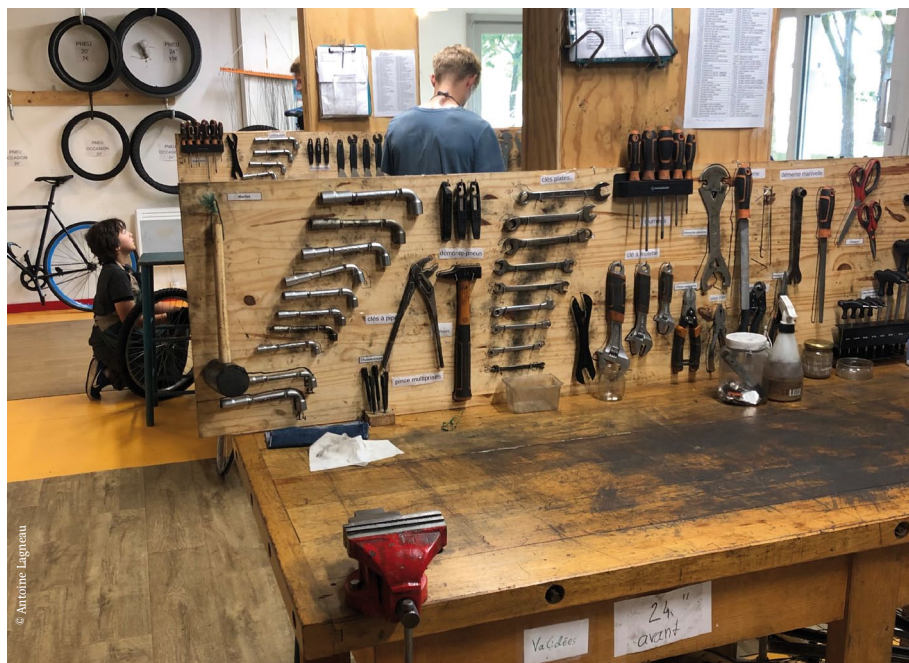
dynamique de transition écologique juste : rénovation énergétique avec accompagnement social, mobilité solidaire, sécurité sociale de l'alimentation, ressourceries, etc. Afin d'appuyer cette dynamique, un espace ressources en ligne a été conçu avec des outils, des retours d'expérience et des méthodes pour agir.



POUR EN SAVOIR PLUS :

<https://www.cooperationtransition-bfc.fr/prefigs/>

Illustration de la mobilité solidaire en quartiers populaires, à Chenôve (21), l'association “La Boîte à vélos” propose des ateliers de réparation et des activités de vélo-école.



Quartiers populaires : de nouveaux récits pour la transition socio-écologique

La transformation socio-écologique dans les quartiers populaires propose, sans s'y substituer, une forme de récit alternatif aux politiques de rénovation urbaine mises en œuvre depuis plusieurs décennies. Pour les habitant·e·s, les travailleurs sociaux et les autres acteurs de la ville engagés dans cette approche, il s'agit de créer les conditions d'une mobilisation horizontale et collective. Ainsi, la question alimentaire constitue un des exemples les plus visibles de multiplication d'initiatives locales de transition socio-écologique actuelles. "Trajectoire Ressources", Centre de Ressources Politique de la Ville en BFC, y a consacré une journée le 8 juillet 2025 à la Maison-phare.

FONTAINE D'OUCHE : LE QUARTIER SE RÉAPPROPRIE SON ALIMENTATION

Pour la Maison-phare, association d'éducation populaire installée sur le quartier de la Fontaine d'Ouche à Dijon depuis 2016, l'alimentation est



devenue depuis quelques années un fil rouge central de son projet associatif. S'appuyant sur la pédagogie sociale, la Maison-phare associe systématiquement les habitant·e·s à ses actions avec une politique "d'aller vers", en proposant des activités hors les murs. La création d'un café associatif dans les locaux de la structure a ainsi vu le jour afin de pouvoir offrir un lieu où se rencontrer, échanger... En parallèle, des ateliers de rues pour cuisiner ensemble ont eu lieu et une activité maraîchère a démarré, marquée par la volonté de donner accès à une alimentation saine et de proximité aux habitant·e·s du quartier. Tous se retrouvent régulièrement pour cultiver des légumes et des petits fruitiers sur un espace de 2 000 m² au sein du quartier (photo ci-contre).

PAYS DE MONTBÉLIARD AGGLOMÉRATION : DES ORDONNANCES VERTES POUR PRENDRE SOIN DES FEMMES ENCEINTEES ET DE LEUR FAMILLE

Au printemps 2025, l'Agence régionale de santé, en partenariat avec la Région, la FeMASCo et l'Assurance Maladie, lançait un Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) pour soutenir des projets pilotes territoriaux intégrant l'approche "Une seule santé". Le Pays de Montbéliard Agglomération est lauréat de cet AMI pour son projet baptisé "Ordonnance verte". Celui-ci réunit des partenaires de la santé, de l'agriculture et du social pour proposer aux femmes enceintes une "ordonnance

verte", donnant accès à des ateliers de santé environnementale et à des paniers de légumes biologiques. Il vise à accompagner les femmes et les familles dans l'adoption de comportements plus favorables à la santé, mais aussi à valoriser et soutenir les cultures en agriculture biologique du territoire. Une première phase d'expérimentation sera menée à Audincourt, puis le dispositif sera déployé dans d'autres communes du Pays de Montbéliard.

Remerciements : Université Paris Cité, IRTESS Dijon, Promotion Santé, comité "Agir en Bourgogne-Franche-Comté pour la santé du vivant", la Maison-phare, Université Dijon Bourgogne Europe, LIRS3S, Trajectoire Ressources, La Boîte à vélos de Chenôve, l'association Ciné Cyclo, Pôle fédératif de recherche et de formation en santé publique Bourgogne-Franche-Comté, ainsi qu'à Mélanie Carrère, Sonja Kellenberger, Fanny Hugues, Léa Giraud, Laurence Grandchamp, Éloïse Guidotty, Anais Martin, Cyril Masselot, François Mauger, Jean-Philippe Pierron, les habitant·e·s du quartier Fontaine d'Ouche : Alfred, Cathy, Kebira, Jean, Jean-Christophe, Rachel, Régine.

Une bibliographie complète est consultable en ligne.

Directeur de la publication : Jean-Marc Réty

Rédaction : Antoine Lagneau, avec Zoé Rollin (enseignante chercheuse UPC, CERLIS ETTIS-INRAE)

Relecture : Jean-Philippe Harand, Élisabeth Louis

Graphisme, mise en page : Fuglane

Impression : S2E Impressions
Imprimé suivant les normes Imprim'Vert, sur un papier certifié FSC 100 % recyclé

IMPRIM'VERT®

ISSN 1957-1798
Dépôt légal : 4^e trimestre 2025

POUR VIVRE PAS À PAS CETTE AVENTURE



Écouter le podcast "Papote Popote" sur le site d'Alterre BFC : <https://tinyurl.com/4k6fxxam>




alterre
bourgogne
franche-comté

La Bourdonnerie - 2 allée Pierre Lacroute - 21000 Dijon
Tél. : 03 80 68 44 30 - Courriel : contact@alterrebfc.org

www.alterrebουργognefranche-comte.org

 AlterreBFC  alterrebfc

AVEC LE SOUTIEN DE


RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité


ADEME
AGENCE DE LA
TRANSITION
ÉCOLOGIQUE


RÉGION
BOURGOGNE
FRANCHE
COMTÉ


PRÉFET
DE LA RÉGION
BOURGOGNE
FRANCHE-COMTÉ
Liberté
Égalité
Fraternité

EN SAVOIR PLUS Une version augmentée du Repères flash est à votre disposition sur le site Internet d'Alterre.

